

Art. 3. Pour l'application des articles 9, alinéa 1er, 13, alinéa 2, 14, alinéa 1er, 44, 49, alinéa 2, 50, alinéa 2, 51, alinéa 4, 54, § 1er, 55, 57/8, alinéa 2, 57/16, alinéa 3, et 63/2, § 2, de la même loi, les délégués du Ministre sont les agents désignés à l'article 1er, § 1er, 1°.

Art. 4. Pour l'application des articles 9, alinéa 3, 11, 12bis, alinéas 2 à 4, 13, alinéa 3, 28, alinéa 3, 50, alinéa 3, 52, 53bis, alinéa 1er, 57/19, alinéas 1er et 2, 57/23, alinéas 2 et 3, 57/23bis, alinéa 2, 58, alinéas 2 et 3, 63/2, §§ 1er et 3, 63/4, alinéa 1er, 63/5, alinéas 1er et 3, 74/4bis, § 2, alinéa 1er, et 74/6, § 1er, de la même loi, les délégués du Ministre sont les agents désignés à l'article 2, § 1er.

Art. 5. Pour l'application des articles 69bis, alinéa 1er, et 74/4bis, § 1er, alinéas 1er et 3, et § 5, alinéa 1er, de la même loi, les délégués du Ministre sont les agents de l'Office des étrangers, titulaires d'un grade classé au moins au rang 13.

Art. 6. Pour l'application de l'article 74/4bis, § 1er, alinéa 2, § 3, alinéa 1er, et § 4, 4°, de la même loi, les délégués du Ministre sont les agents de l'Office des étrangers, titulaires d'un grade classé au moins au rang 15.

Art. 7. L'arrêté ministériel du 18 mai 1993 portant délégation des pouvoirs du Ministre en matière d'accès au territoire, de séjour, d'établissement et d'éloignement des étrangers, modifié par les arrêtés ministériels des 2 mars 1994 et 3 avril 1995, est abrogé.

Bruxelles, le 17 mai 1995.

J. VANDE LANOTTE

Art. 3. Voor de toepassing van de artikelen 9, lid 1, 13, lid 2, 14, lid 1, 44, 49, lid 2, 50, lid 2, 51, lid 4, 54, § 1, 55, 57/8, lid 2, 57/16, lid 3, en 63/2, § 2, van dezelfde wet, zijn de gemachtigden van de Minister de beambten die in artikel 1, § 1, 1°, aangewezen zijn.

Art. 4. Voor de toepassing van de artikelen 9, lid 3, 11, 12bis, leden 2 tot 4, 13, lid 3, 28, lid 3, 50, lid 3, 52, 53bis, lid 1, 57/19, leden 1 en 2, 57/23, leden 2 en 3, 57/23bis, lid 2, 58, leden 2 en 3, 63/2, §§ 1 en 3, 63/4, lid 1, 63/5, leden 1 en 3, 74/4bis, § 2, lid 1, en 74/6, § 1, van dezelfde wet, zijn de gemachtigden van de Minister de beambten die in artikel 2, § 1, aangewezen zijn.

Art. 5. Voor de toepassing van artikelen 69bis, lid 1, en 74/4bis, § 1, leden 1 en 3, en § 5, lid 1, van dezelfde wet, zijn de gemachtigden van de Minister, de beambten van de Dienst Vreemdelingenzaken die titularis zijn van een graad die ten minste in rang 13 ingedeeld is.

Art. 6. Voor de toepassing van artikel 74/4bis, § 1, lid 2, § 3, lid 1, en § 4, 4°, van dezelfde wet, zijn de gemachtigden van de Minister, de beambten van de Dienst Vreemdelingenzaken die titularis zijn van een graad die ten minste in rang 15 ingedeeld is.

Art. 7. Het ministerieel besluit van 18 mei 1993 houdende bevoegdheidsdelegatie van de Minister inzake toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 2 maart 1994 en 3 april 1995, is opgeheven.

Brussel, 17 mei 1995.

J. VANDE LANOTTE

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION - GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE - WALLONISCHE REGION - WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 27332]

F. 95 - 1830

6 AVRIL 1995. - Décret relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. - Dispositions préliminaires

Article 1er. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

- 1° "le Ministre": le Ministre qui a la Santé dans ses attributions;
- 2° "le centre": le centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies ou le centre hospitalier psychiatrique Les Marronniers;
- 3° "la législation hospitalière": la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, ainsi que la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins.

CHAPITRE II. - La création et les missions du centre

Art. 3. Il est créé sous la dénomination "centre hospitalier psychiatrique du Chêne aux Haies" et sous la dénomination "centre hospitalier psychiatrique Les Marronniers" deux organismes d'intérêt public dotés de la personnalité juridique et ayant leur siège respectivement à Mons et à Tournai.

Art. 4. Le centre a pour mission de gérer l'hôpital psychiatrique et la maison de soins psychiatriques, y compris leurs services techniques et administratifs.

Il peut également exercer des activités complémentaires, liées à l'exercice de cette mission.

Art. 5. Le centre développe toute forme de collaboration avec des partenaires publics ou privés en rapport avec sa mission.

Le centre peut participer, aux conditions fixées par le Gouvernement, à une association de droit public ou à une association sans but lucratif constituée avec d'autres pouvoirs publics et/ou des personnes morales autres que celles qui ont un but lucratif si cette association a pour objet :

- la coordination médico-sociale ou l'aide à la gestion;
- la création en commun d'un service complémentaire lié à l'exercice de sa mission;
- l'acquisition ou la gestion en commun d'un appareillage médical ou de services médico-techniques.

Sans préjudice des conditions fixées par le Gouvernement, toute association visée à l'alinéa 2 doit transmettre au centre et au Gouvernement ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport annuel d'activité et de gestion.

(1) Session 1994-1995.

Documents du Conseil, 332 (1994-1995) N^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 5 avril 1995. - Discussion - Vote.

CHAPITRE III. - *L'organisation du centre*

Art. 6. Le centre est représenté et géré par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine, sans préjudice des dispositions du présent décret, les délégations de pouvoir qui sont accordées, notamment en ce qui concerne la gestion journalière, la gestion et l'engagement contractuel du personnel, la passation des marchés ainsi que les conventions avec des tiers, au fonctionnaire dirigeant, au fonctionnaire dirigeant adjoint, au comité de direction du centre ou, dans le respect de la législation hospitalière, à certains des membres de ce comité.

Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint font l'objet d'une première nomination par le Gouvernement.

Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint coordonnent les travaux du centre et en assurent l'unité de gestion.

Ils communiquent aux services du centre les instructions nécessaires à l'exercice de leurs missions.

Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint sont habilités à traiter avec le conseil médical du centre.

Le fonctionnaire dirigeant remplit la fonction de direction définie par la législation hospitalière.

Le fonctionnaire dirigeant est le chef du personnel; il est responsable de la comptabilité des recettes et des dépenses.

Le fonctionnaire dirigeant représente le centre à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant. Il peut déléguer ce pouvoir de représentation au fonctionnaire dirigeant adjoint.

Le fonctionnaire dirigeant propose au président du comité d'orientation les points de l'ordre du jour qu'il souhaite voir traiter et approuve tout document émanant du centre qui est transmis au comité d'orientation.

Art. 7. Le Gouvernement fixe la composition du comité de direction, lequel comprend au moins le fonctionnaire dirigeant, le fonctionnaire dirigeant adjoint, le médecin en chef, le chef du département infirmier, le responsable des services paramédicaux, le responsable des services administratifs et financiers, le responsable des services techniques et le pharmacien hospitalier.

Le comité de direction comprend en outre un représentant de la maison de soins psychiatriques.

Le Gouvernement fixe, dans un règlement d'ordre intérieur, les modalités de fonctionnement du comité de direction.

Le comité de direction se réunit au moins deux fois par mois sous la présidence du fonctionnaire dirigeant.

Le comité de direction est compétent pour :

- 1° l'élaboration de l'avant-projet de budget annuel à soumettre au Gouvernement;
- 2° le programme des investissements à soumettre au Gouvernement;
- 3° l'examen et l'approbation de tout contrat ou convention engageant le centre pour un montant ne dépassant pas 25 millions de francs hors T.V.A.;
- 4° la conclusion d'emprunts moyennant l'autorisation du Gouvernement;
- 5° la transmission au Gouvernement trimestriellement d'une situation comptable dans le cadre de la comptabilité hospitalière en relation avec le budget adopté;
- 6° la transmission aux pouvoirs subsidiaires de tous les documents et informations nécessaires dans les délais requis;
- 7° la proposition au Gouvernement de la transformation, la création et la suppression de services ainsi que de la modification de la capacité de services;
- 8° la proposition au Gouvernement d'accords avec d'autres hôpitaux concernant la prestation de soins et la formation.

Sans préjudice des délégations relatives à la gestion journalière, toute décision relative à l'organisation des services du centre, l'élaboration du programme de recrutement et la répartition des moyens humains, financiers et d'équipement, est soumise à l'avis préalable du comité de direction, lequel est également compétent pour émettre des propositions à cet égard.

CHAPITRE IV. - *Le comité d'orientation*

Art. 8. Il est constitué auprès du centre un comité d'orientation composé :

- 1° de six personnalités connues pour leur action, au niveau local ou au niveau régional, dans le domaine social et dans celui de la santé;
- 2° de trois fonctionnaires du Ministère de la Région wallonne;
- 3° de trois membres experts dans les matières psychologiques et psychiatriques ou d'assistance judiciaire.

Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint, le médecin en chef et le chef du département infirmier ainsi que le responsable de la maison de soins psychiatriques assistent avec voix consultative aux réunions du comité.

Le fonctionnaire dirigeant désigne le secrétaire du comité parmi les membres du personnel du centre.

Art. 9. Le Gouvernement désigne le président et les membres du comité d'orientation.

Le mandat des membres du comité d'orientation est d'une durée de cinq ans. Il est renouvelable.

Le Gouvernement règle le fonctionnement du comité d'orientation et arrête les modalités d'indemnisation de ses membres.

Le comité d'orientation élit en son sein deux vice-présidents.

La perte, en cours de mandat, de la qualité requise pour siéger au comité entraîne de plein droit la fin du mandat.

Dans ce cas, ainsi qu'en cas de décès ou de démission, il est pourvu immédiatement au remplacement du membre concerné.

Le nouveau titulaire achève le mandat de son prédécesseur.

La qualité de membre du comité d'orientation est incompatible avec celle de membre du Gouvernement fédéral, d'un Gouvernement communautaire ou régional, avec la fonction de Gouverneur de province, de président de l'organe de gestion d'une autre institution hospitalière.

Art. 10. Le comité d'orientation formule des propositions ou, à la demande du Gouvernement ou du comité de direction, donne un avis :

- 1° sur l'avant-projet de budget, les comptes annuels d'exploitation et le bilan;
- 2° sur les missions du centre ainsi que sur la synergie entre les deux centres;
- 3° sur la promotion du partenariat local et régional dans l'exécution des missions du centre.

CHAPITRE V. – *Les biens, droits et obligations*

Art. 11. Les biens, droits et obligations transférés de la Communauté à la Région en application des articles 5 et 9 du décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française, qui se rapportent à la mission du centre, sont transférés à celui-ci.

Après clôture de la liquidation de l'A.S.B.L. pour l'aide à l'hôpital psychiatrique, les biens, droits et obligations sont transférés de plein droit de la Région au centre.

Art. 12. Les ressources du centre sont constituées:

- 1° des recettes provenant de ses activités;
- 2° des recettes de son patrimoine;
- 3° des soldes non utilisés des exercices antérieurs;
- 4° d'un fonds de roulement à charge de la Région ou de subventions;
- 5° de dons et legs;
- 6° des emprunts contractés en vue de réaliser son objet social.

Le Gouvernement est autorisé à donner la garantie régionale pour les emprunts visés à l'alinéa précédent à concurrence d'un montant fixé lors de l'adoption du budget régional.

CHAPITRE VI. – *Le budget, les comptes et le contrôle*

Art. 13. Le projet de budget annuel du centre est établi par le Gouvernement, il est annexé au projet de budget général des dépenses de la Région wallonne et soumis à l'approbation du Conseil régional wallon. Cette approbation est acquise par le vote des dispositions qui concernent le centre dans le décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 14. Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget, à moins qu'il ne s'agisse de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente.

Si les dépassements de crédits sont susceptibles d'entraîner une intervention financière de la Région supérieure à celle qui est prévue au budget de celle-ci, ils devront être préalablement approuvés par le vote d'un crédit correspondant dans le budget de la Région.

Art. 15. Le centre présente au Gouvernement des situations périodiques, au moins trimestrielles, et un rapport annuel sur ses activités.

Il dresse le compte annuel d'exécution de son budget, le bilan et le compte de résultats, au plus tard pour le 30 avril de l'année qui suit celle de la gestion.

Le bilan et le compte de résultats font l'objet d'un projet de décret de règlement de budget, qui est soumis au Conseil régional wallon en annexe du compte général de la Région wallonne.

Le Gouvernement arrête la liste des créances irrécouvrables.

Art. 16. Le Gouvernement organise le contrôle des engagements.

Art. 17. Le Gouvernement fixe les règles relatives :

- 1° à la présentation du budget;
- 2° à la comptabilité;
- 3° à la reddition des comptes;
- 4° aux situations et rapports périodiques.

Le Gouvernement fixe les règles relatives :

- 1° au mode d'estimation des éléments constitutifs du patrimoine;
- 2° au mode de calcul et à la fixation du montant maximum:
 - a. des amortissements;
 - b. des dotations au fonds de renouvellement;
 - c. des réserves spéciales et autres provisions qui sont nécessaires en raison de la nature des activités de l'organisme.

Art. 18. Le centre n'utilise ses avoirs et disponibilités que pour remplir les missions qui lui sont assignées par le présent décret. Il procède au placement de ses disponibilités.

Le Gouvernement désigne le trésorier du centre et précise ses fonctions. Il peut arrêter les modalités pour le placement des disponibilités du centre. Il peut également fixer la quotité des fonds disponibles à affecter annuellement, par priorité, à des placements qu'il détermine, parmi ceux que le centre est autorisé à réaliser.

Art. 19. Le Gouvernement détermine les modalités du contrôle à effectuer par les réviseurs d'entreprises, membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, qu'il désigne.

Les dépenses résultant du contrôle des opérations non couvertes par le prix de la journée d'hospitalisation sont à charge de la Région.

CHAPITRE VII. – *Le personnel*

Art. 20. Le Gouvernement arrête le cadre ainsi que le statut administratif et pécuniaire du personnel.

Art. 21. § 1^{er}. Le personnel transféré de la Communauté française à la Région wallonne en application des articles 3, 6^o, et 6, §1^{er}, du décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française est transféré au centre par le Gouvernement et selon les modalités fixées par lui.

Le personnel transféré conserve la qualité, la rémunération et l'ancienneté dont il bénéficiait avant son transfert. Toutefois, il ne conserve les avantages liés à l'exercice d'une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent au centre.

§ 2. Après clôture de la liquidation de l'A.S.B.L. pour l'aide à l'hôpital psychiatrique, le centre succède de plein droit aux droits et obligations en ce qui concerne le personnel de l'A.S.B.L.

Les dispositions de l'alinéa 2 du § 1^{er} sont applicables au personnel ainsi engagé.

CHAPITRE VIII. - *Disposition finale*

Art. 22. Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur des dispositions du présent décret qui interviendra au plus tard le 1^{er} janvier 1996.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 avril 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 95 - 1830

[C - 27332]

6 APRIL 1995. - Decreet betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. - *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "Minister" : de Minister van Gezondheid;

2° "centrum" : het psychiatrische ziekenhuis "Chêne aux Haies" of het psychiatrische ziekenhuis "Les Marronniers";

3° "wetgeving op de ziekenhuizen" : de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, alsook de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging.

HOOFDSTUK II. - *Oprichting en opdrachten van het centrum*

Art. 3. Onder de benamingen "psychiatrisch ziekenhuis 'Chêne aux Haies'" en "psychiatrisch ziekenhuis 'Les Marronniers'" worden twee instellingen van algemeen nut met rechtspersoonlijkheid opgericht, waarvan de zetels respectievelijk in Bergen en Doornik zijn gevestigd.

Art. 4. Het centrum is belast met het beheer van het psychiatrische ziekenhuis en het tehuis voor psychiatrische zorg, met inbegrip van hun technische en administratieve diensten.

Het mag bovendien aanvullende activiteiten in het kader van deze opdracht uitoefenen.

Art. 5. In verband met zijn opdracht ontwikkelt het centrum elke vorm van samenwerking met openbare of particuliere partners.

Het centrum mag, onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden, deel uitmaken van een publiekrechtelijke vereniging of een V.Z.W. opgericht met een andere overheid en/of andere rechtspersonen dan die met winstoogmerk, als deze vereniging de volgende doelstellingen heeft :

- de medisch-sociale coördinatie of de beheershulp;
- de gemeenschappelijke oprichting van een aanvullende dienst in het kader van zijn opdracht;
- de aankoop of het gemeenschappelijke beheer van een medische apparatuur of van medisch-technische diensten

Onverminderd de door de Regering vastgestelde voorwaarden, moet iedere in alinea 2 vermelde vereniging het centrum en de Regering haar balans en rekeningen alsook een jaarverslag over haar activiteiten en beheer overhandigen.

(1) Zitting 1994-1995.

Stukken van de Raad, 332 (1994-1995), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 5 april 1995. - Bespreking - Stemming.

HOOFDSTUK III. - *Organisatie van het centrum*

Art. 6. Het centrum wordt door de Regering vertegenwoordigd en beheerd.

De Regering bepaalt, onverminderd de bepalingen van dit decreet, de delegaties van bevoegdheid die verleend worden aan de leidende ambtenaar, de adjunct leidende ambtenaar, het directiecomité van het centrum of, met inachtneming van de wetgeving op de ziekenhuizen, aan sommige leden van dit comité, met name voor het dagelijkse beheer, het beheer en de indienstneming van contractueel personeel, de gunning van opdrachten alsook de overeenkomsten met derden.

De leidende ambtenaar en de adjunct leidende ambtenaar zijn het voorwerp van een eerste benoeming door de Regering.

De leidende ambtenaar en de adjunct leidende ambtenaar coördineren de activiteiten van het centrum en staan in voor een harmonieus beheer. Ze geven de diensten van het centrum de nodige instructies voor de uitvoering van hun opdrachten.

De leidende ambtenaar en de adjunct leidende ambtenaar zijn bevoegd om met de geneeskundige raad van het centrum te onderhandelen.

De leidende ambtenaar vervult de bij de wetgeving op de ziekenhuizen bepaalde directiefunctie.

De leidende ambtenaar is het hoofd van het personeel; hij is verantwoordelijk voor de boekhouding van ontvangsten en uitgaven.

De leidende ambtenaar vertegenwoordigt het centrum, als eiser of als verweerder, ten aanzien van derden en in rechte. Hij mag deze vertegenwoordigingsbevoegdheid opdragen aan de adjunct leidende ambtenaar.

De leidende ambtenaar stelt de voorzitter van het oriëntatiecomité de agendapunten voor waarvan hij een behandeling wenst en keurt eik van het centrum uitgaande stuk goed dat aan het oriëntatiecomité wordt gestuurd.

Art. 7. De Regering stelt de samenstelling van het directiecomité vast. Het bestaat ten minste uit de leidende ambtenaar, de adjunct leidende ambtenaar, de hoofdgeneesheer, het hoofd van de verpleegkundige afdeling, de vertegenwoordiger van de paramedische diensten, de vertegenwoordiger van de administratieve en financiële diensten, de vertegenwoordiger van de technische diensten en de ziekenhuisapotheker.

Het directiecomité bestaat bovendien uit een vertegenwoordiger van het tehuis voor psychiatrische zorg.

De Regering stelt de werkingswijze van het directiecomité vast in een huishoudelijk reglement.

Het directiecomité vergadert ten minste twee keer per maand onder voorzitterschap van de leidende ambtenaar.

Het directiecomité is bevoegd voor :

- 1° het uitwerken van het aan de Regering voor te leggen voorontwerp van jaarlijkse begroting;
- 2° het aan de Regering voor te leggen investeringsprogramma;
- 3° het onderzoek en de goedkeuring van elk contract of overeenkomst waarbij het centrum verbonden is voor een bedrag dat niet hoger is dan 25 miljoen frank, exclusief B.T.W.;
- 4° het aangaan van leningen met de toestemming van de Regering;
- 5° de driemaandelijkse overbrenging aan de Regering van een boekhoudkundige staat in het kader van de ziekenhuisboekhouding i.v.m. de goedgekeurde begroting;
- 6° het verstrekken, binnen de vereiste termijn, van alle nodige stukken en inlichtingen aan de subsidiërende overheden;
- 7° voorstellen aan de Regering i.v.m. de omzetting, de oprichting en de afschaffing van diensten alsook i.v.m. de wijziging van hun bevoegdheden;
- 8° het voorstel aan de Regering van overeenkomsten met andere ziekenhuizen i.v.m. de dienstverlening van zorgen en de opleiding.

Onverminderd de delegaties betreffende het dagelijkse beheer wordt elke beslissing inzake de organisatie van de diensten van het centrum, de opstelling van het wervingsprogramma en de verdeling van de menselijke, financiële en uitrustingsmiddelen onderworpen aan het voorafgaande advies van het directiecomité, dat eveneens bevoegd is om voorstellen in dat verband uit te brengen.

HOOFDSTUK IV. - *Oriëntatiecomité*

Art. 8. Binnen het centrum wordt een oriëntatiecomité opgericht dat bestaat uit :

- 1° zes leidende figuren bekend voor hun actie, op plaatselijk of gewestelijk niveau, zowel op sociaal vlak als op het vlak van de gezondheid;
- 2° drie ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 3° drie deskundige leden inzake psychologie, psychiatrie of rechtsbijstand.

De leidende ambtenaar en de adjunct leidende ambtenaar, de hoofdgeneesheer en het hoofd van de verpleegkundige afdeling alsook de vertegenwoordiger van het tehuis voor psychiatrische zorg wonen de vergaderingen van het comité bij met raadgevende stem.

De leidende ambtenaar benoemt de secretaris van het comité onder de personeelsleden van het centrum.

Art. 9. De Regering benoemt de voorzitter en de leden van het oriëntatiecomité.

Het mandaat van de leden van het oriëntatiecomité duurt vijf jaar. Het is verlengbaar.

De Regering regelt de werking van het oriëntatiecomité en bepaalt de wijze van vergoeding van zijn leden.

Het oriëntatiecomité kiest twee vice-voorzitters uit zijn midden.

Het verlies, in de loop van het mandaat, van de vereiste bevoegdheid om zitting in het comité te hebben, heeft van rechtswege het einde van het mandaat tot gevolg.

In dit geval, alsook bij overlijden of ontslag, wordt het betrokken lid onmiddellijk vervangen.

De nieuwe titularis beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

De hoedanigheid van lid van het oriëntatiecomité is onverenigbaar met de hoedanigheid van lid van de Federale Regering, van een Gemeenschaps- of Gewestregering, met de functie van provinciegouverneur of van voorzitter van het beheersorgaan van een andere ziekenhuisinstelling.

Art. 10. Het oriëntatiecomité doet voorstellen of geeft, op verzoek van de Regering of van het directiecomité, advies over :

- 1° het voorontwerp van begroting, de jaarlijkse exploitatierekeningen en de balans;
- 2° de opdrachten van het centrum alsook over de synergie tussen beide centra;
- 3° de bevordering van het plaatselijke en gewestelijke partnership voor de uitvoering van de opdrachten van het centrum.

HOOFDSTUK V. - *Goederen, rechten en verplichtingen*

Art. 11. De goederen, rechten en verplichtingen, overgeheveld van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest overeenkomstig de artikelen 5 en 9 van het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap, die betrekking hebben op de opdracht van het centrum, worden naar dit laatste overgeheveld.

Na afsluiting van de vereffening van de V.Z.W. voor hulp aan het psychiatrische ziekenhuis, worden de goederen, rechten en verplichtingen van rechtswege van het Gewest naar het centrum overgeheveld.

Art. 12. De middelen van het centrum bestaan uit :

- 1° de inkomsten uit zijn activiteiten;
- 2° zijn vermogensinkomsten;
- 3° de niet-gebruikte saldo's van de vorige boekjaren;
- 4° bedrijfskapitaal ten laste van het Gewest of uit toelagen;
- 5° giften en legaten;
- 6° leningen aangegaan om zijn maatschappelijk doel te verwezenlijken.

De Regering is bevoegd om de gewestelijke waarborg te geven voor de in de vorige alinea bedoelde leningen, ten belope van een bedrag dat bij de goedkeuring van de gewestelijke begroting wordt vastgesteld.

HOOFDSTUK VI. - *Begroting, rekeningen en toezicht*

Art. 13. Het ontwerp van jaarlijkse begroting van het centrum wordt door de Regering gemaakt. Het wordt bij het ontwerp van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest gevoegd en aan de goedkeuring van de Waalse Gewestraad onderworpen. Deze goedkeuring wordt verkregen door de stemming van de bepalingen die het centrum betreffen in het decreet houdende de algemene begroting van het Waalse Gewest.

Art. 14. Het gebrek aan goedkeuring op de eerste dag van het begrotingsjaar vormt geen beletsel voor het gebruik van de kredieten voorzien in het ontwerp van begroting, tenzij het gaat om uitgaven van een nieuw principe, die niet toegestaan worden door de begroting van het vorige jaar.

Als kredietenoverschrijdingen aanleiding geven tot een tegemoetkoming van het Gewest die hoger is dan die voorzien op zijn begroting, dan moeten ze vooraf goedgekeurd worden door een overeenkomend krediet op de begroting te stemmen.

Art. 15. Het centrum bezorgt de Regering, minstens om de drie maanden, periodieke toestanden en een jaarverslag over zijn activiteiten.

Het maakt de jaarrekening van uitvoering van zijn begroting, de balans en de resultatenrekening op, uiterlijk 30 april van het jaar na dat waarop het beheer betrekking heeft.

De balans en de resultatenrekening zijn het voorwerp van een ontwerp van decreet houdende regeling van de begroting, dat als bijlage bij de algemene rekening van het Waalse Gewest aan de Waalse Gewestraad wordt voorgelegd.

De Regering stelt de lijst van de oninbare vorderingen op.

Art. 16. De Regering organiseert het toezicht op de verbintenissen.

Art. 17. De Regering stelt de regels vast voor :

- 1° de voorstelling van de begroting;
- 2° de boekhouding;
- 3° de rekening en verantwoording;
- 4° de periodieke toestanden en verslagen.

De Regering stelt de regels vast voor :

- 1° de wijze van schatting van de bestanddelen van het vermogen;
- 2° de berekeningswijze en de vaststelling van het maximumbedrag van :
 - a. de aflossingen;
 - b. de dotaties aan het vernieuwingsfonds;
 - c. de speciale reserves en andere voorschotten die nodig zijn omwille van de aard van de activiteiten van de instelling.

Art. 18. Het centrum gebruikt zijn bezittingen en liquide middelen alleen om de opdrachten te vervullen die hem bij dit decreet toegewezen worden. Het gaat over tot de belegging van zijn liquide middelen.

De Regering benoemt de penningmeester van het centrum en omschrijft zijn functies. Ze kan de modaliteiten voor de belegging van de liquide middelen van het centrum bepalen. Ze kan eveneens het gedeelte van de beschikbare gelden vaststellen, dat jaarlijks bij voorkeur moet bestemd zijn voor beleggingen die zij bepaalt onder degene die het centrum mag uitvoeren.

Art. 19. De Regering bepaalt de modaliteiten voor het toezicht te houden door de bedrijfsrevisoren, leden van het Instituut voor Bedrijfsrevisoren, die zij benoemt.

De uitgaven i.v.m. het toezicht op de verrichtingen die niet gedekt zijn door de prijs van de verpleegdag, komen ten laste van het Gewest.

HOOFDSTUK VII. - *Personeel*

Art. 20. De Regering stelt de personeelsformatie alsook het administratief en geldelijk statuut vast.

Art. 21. § 1. Het personeel overgeplaatst van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest overeenkomstig de artikelen 3,6°, en 6, § 1, van het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, wordt door de Regering en volgens de door haar vastgestelde modaliteiten naar het centrum overgeplaatst.

Het overgeplaatste personeel behoudt de hoedanigheid, de wedde en de anciënniteit die het vóór zijn overplaatsing genoot. Het behoudt de voordelen gebonden aan de uitoefening van een functie echter alleen wanneer de voorwaarden voor de toekenning ervan in het centrum behouden blijven.

§ 2. Na afsluiting van de vereffening van de V.Z.W. voor hulp aan het psychiatrische ziekenhuis, erft het centrum van rechtswege de rechten en verplichtingen m.b.t. het personeel van de V.Z.W..

De bepalingen van § 1, alinea 2, zijn van toepassing op het aldus in dienst genomen personeel.

HOOFDSTUK VIII. - Slotbepaling

Art. 22. De Regering bepaalt de datum waarop dit decreet in werking treedt. De inwerkingtreding moet plaatsvinden uiterlijk op 1 januari 1996.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 april 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 95 - 1831

[C - 27333]

30 MARS 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon modifiant, à titre exceptionnel dans le cadre des inondations du 20 janvier au 6 février 1995, l'arrêté royal du 23 janvier 1951 relatif à l'allocation de subventions en vue de promouvoir les vacances ouvrières et le tourisme populaire, modifié par l'arrêté royal du 2 mars 1956

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993, attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 2°;

Vu le décret II du Conseil de la Région wallonne du 22 juillet 1993, attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 2°;

Vu l'arrêté royal du 23 janvier 1951 relatif à l'allocation de subventions en vue de promouvoir les vacances ouvrières et le tourisme populaire, modifié par l'arrêté royal du 2 mars 1956, notamment l'article 6;

Vu l'avis du Conseil supérieur du Tourisme, donné le 16 mars 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre sans retard une mesure destinée à soutenir les efforts de remise en état rapide des établissements de tourisme social sinistrés par les inondations du 20 janvier au 6 février 1995 reconnues comme calamité publique par arrêté royal du 24 février 1995;

Sur proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

Arrête :

Article 1er. L'article 6 de l'arrêté royal du 23 janvier 1951 relatif à l'allocation de subventions en vue de promouvoir les vacances ouvrières et le tourisme populaire, modifié par l'arrêté royal du 5 mars 1956, est complété par l'alinéa suivant :

"En outre, la subvention destinée à réparer des dégâts causés par les inondations du 20 janvier 1995 au 6 février 1995 à un établissement de tourisme social situé dans une zone reconnue sinistrée par le Gouvernement fédéral par arrêté royal du 24 février 1995 tel que prévu à l'article 2, § 2, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, peut atteindre 75 % du coût des travaux ou des dépenses à subventionner, pour autant que ceux-ci concernent un immeuble dont l'organisme est propriétaire."

Art. 2. La demande de primes calculée en vertu de l'article 1er du présent arrêté doit être introduite dans un délai de douze mois à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 24 février 1995 considérant comme calamité publique les inondations qui se sont produites du 20 janvier au 6 février 1995 sur le territoire de plusieurs communes et délimitant l'étendue géographique de cette calamité.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON